





FAISAIT-IL SI NOIR AU QUÉBEC?

Rectitude historique et guérison de la mémoire

Nous sommes habitués d'entendre parler du politiquement correct, mais qu'en est-il de «l'historiquement correct»? Ce concept, mis au point par le journaliste de l'histoire et écrivain français Jean Sévillia, désigne une certaine lecture de l'histoire qui s'est progressivement imposée en Occident et qui sert de justificatif pour le politiquement correct. À la pensée unique correspond le passé unique, écrit notre auteur: «Des personnages, des sociétés et des périodes entières sont ainsi diabolisés. Toutefois, ils ne forment qu'un leurre. Ce ne sont pas eux qui sont visés: par procuration, c'est nous » (Sévillia, p. 12). Appuyé sur la pensée de Sévillia, Martin Lagacé s'interroge sur notre manière de lire notre histoire collective au Québec.

Père Martin Lagacé redaction@le-verbe.com

elon Sévillia, la manière historiquement correcte de regarder le passé a sa racine dans la période dite des Lumières, le 18º siècle, où l'on verra triompher en France les idées des philosophes comme Voltaire et Jean-Jacques Rousseau et dont l'aboutissement politique sera la Révolution française.

Afin de faire progresser dans l'opinion leurs idéaux, ces philosophes devaient lutter contre l'emprise qu'exerçait sur les esprits l'Église catholique. Pour ce faire, ils puiseront dans l'arsenal polémique que les protestants avaient mis au point, notamment pendant les guerres de religion. On cherchait alors à discréditer l'Église catholique en construisant le mythe d'un Moyen Âge obscurantiste et en mettant en avant une vision caricaturale des croisades et de l'Inquisition.

RUPTURE ET RACCOURCIS

La Révolution française allait précipiter les choses par la rupture radicale qu'elle provoquerait avec le monde hérité du Moyen Âge et par le profond clivage qu'elle déclencherait dans la famille des peuples européens. Désormais, on devra se positionner pour ou contre la nouvelle vision du monde qu'impose cette révolution, suscitant une radicalisation des positions politiques, philosophiques et historiques avec tout ce que cela comporte de réductionnisme et de raccourcis intellectuels.

Sur ces premières couches de sédimentation de l'historiquement correct s'en ajoutera une autre, plus proche de nous, celle du marxisme et de la gauche radicale des années 1960. Marx avait dépeint l'histoire comme un récit de l'oppression des masses laborieuses par le Grand Capital et la religion comme l'opium du peuple. Toute une génération d'intellectuels sera fascinée par le matérialisme dialectique et le concept de luttes des classes: la Révolution prolétarienne produirait un homme nouveau dans un monde nouveau.

Mais à la suite des grandes désillusions à l'égard du communisme soviétique et de la chute du mur de Berlin, le marxisme dévalué laisse la place à une nouvelle idéologie, que M. Sévillia appelle le «droit de l'hommisme»: c'est la grande révolution de l'individualisme postmoderne; l'homme devient son propre créateur, il se fabrique luimême, surtout sur le plan des valeurs; il ne se considère plus comme héritier du passé ou d'une tradition.

Cet homme n'a plus de dette envers la société, mais c'est plutôt elle qui en a une à son égard, celle entre autres, nous le verrons plus loin, du passé collectif coupable. C'est «la fin de l'histoire» au sens où l'on s'affaire à déconstruire tous les récits nationaux, les mythes fondateurs; on déboulonne les grandes figures historiques au profit d'une lecture du passé qui se résume à l'oppression des minorités par les majorités.

Curieusement, le libéralisme économique, qui procède politiquement de la droite, va agir comme un catalyseur pour cet individualisme de gauche en donnant les moyens financiers, matériels et technologiques à ce sujet social qui évolue dans un monde aux frontières abolies.

Avec l'accumulation de ces couches idéologiques, on voit se constituer

l'historiquement correct qui s'est progressivement imposé à nous et que Jean Sévillia, nous allons le voir, met en lumière avec une implacable lucidité.

Anachronisme, manichéisme et omission: le système roule sur ces trois moyeux que nous allons maintenant examiner dans ce qu'il conviendrait d'appeler la mécanique de l'historiquement correct.

UN MOYEN ÂGE POSTMODERNE?

Le premier essieu de ce mécanisme est l'anachronisme: il consiste à projeter sur le passé les catégories morales et sociologiques du présent.

Par exemple, on fait une lecture postmoderne du Moyen Âge, oubliant qu'y subsistaient des sociétés fondamentalement communautaires et sacrales où l'individu était subordonné à la communauté et où Dieu était le centre du monde.

On apprend, grâce à notre auteur, que l'Inquisition, qui fonctionnait selon un protocole juridique très rigoureux, bénéficiait en fait d'une certaine popularité. Quoi? Les gens du Moyen Âge se complaisaient-ils dans la torture et les buchers? (Car c'est bien cette image que nous avons, bien ancrée dans nos esprits.)

Ce tribunal a introduit le jury dans les pratiques de l'époque afin que les accusés échappent à l'arbitraire d'un juge unique. L'Inquisition, donc, était perçue comme une arme de défense sociale. Pourquoi? Parce que la religion catholique était dans la chrétienté de l'époque un ciment



social et moral; il faut pouvoir s'imaginer qu'elle jouait le rôle que jouent aujourd'hui les droits de l'homme ou la démocratie. Toute atteinte à ces fondements est perçue comme une menace à notre civilisation et c'est juste. Il en était de même à l'époque, mais dans un autre registre: les hérétiques étaient alors ce que sont aujourd'hui pour nous les terroristes.

Serge Gagnon, historien québécois, nous en donne, sur le plan local, une belle illustration:

«De nos jours, nous comprenons mal cette intolérance des générations qui nous ont précédés, sensibles comme nous le sommes aux droits de la personne. Or, c'est à ce prix qu'elles croyaient pouvoir maintenir la paix sociale et l'ordre moral, c'est-à-dire la cohésion du groupe [...]. Nous plaidons, nous, pour le respect des différences, le droit des minorités. Les sociétés prémodernes croyaient que seule l'unanimité autour de certaines valeurs pouvait garantir l'harmonie au sein de la communauté. [...] Ce serait juger, condamner l'ancienne culture que de vouloir la décoder à l'aide des grilles qu'on utilise aujourd'hui pour faire le point sur nos sociétés pluralistes.»

Même son de cloche chez les sociologues Raymond Lemieux et Jean-Paul Montminy:

«On a tout dit de l'empire de l'Église sur les consciences de nos ancêtres, notamment à propos de leurs comportements sexuels et du contrôle de la famille. Encore là, bien des jugements contemporains sont anachroniques et parfois odieux – dès lors qu'ils appliquent aux conditions d'autrefois des critères d'aujourd'hui dont ils ne mettent pas en doute le caractère absolu [...].

«Dans les groupes à forte densité communautaire, relativement isolés, où tous se connaissent, où l'interdépendance des familles est souvent la condition première d'une prospérité précaire, tout comportement déviant remet en cause l'ordre social luimême. Le clergé, mis en position-cadre, défend cet ordre. Avoir de nombreux enfants dans un contexte où le groupe familial est l'unité productrice des biens à consommer n'est pas reçu comme une contrainte, mais comme une richesse garantissant la prospérité à venir, un gage de développement [...].

«Le curé qui prêche la famille ne diffuse qu'une morale de sens commun. Celle-ci suppose, pour la conservation de l'équilibre social, que l'individu soit au service de la communauté et non l'inverse.»

LES BONS, ET LES MÉCHANTS

C'est le deuxième moyeu de l'historiquement correct: le manichéisme, qui consiste en une lecture binaire, en noir et blanc, et désigne d'emblée, dans le drame de l'histoire, les bons et les méchants. Mais les hommes du passé, remarque notre auteur, n'étaient pas différents de nous: imparfaits et animés par des passions, ils vivaient des situations complexes que nous ne pouvons pas appréhender du haut de notre 21e siècle sans une étude patiente et approfondie de leur époque.

Au Québec, nous vivons depuis 50 ans de cette lecture manichéenne, avec la dichotomie Grande noirceur / Révolution tranquille: c'est l'idéologie de la *tabula rasa* et de la création *ex nihilo*, nous dit le regretté sociologue Jacques Grand'Maison, comme si le Québec était né dans les années 1960.

Une étude du professeur Jacques Rouillard parue en 1998 montre qu'à la veille de la Révolution tranquille, le Québec n'a rien d'une société sous-développée: les deux tiers de la main-d'œuvre travaillent dans le secteur secondaire ou tertiaire; la proportion des travailleurs œuvrant

dans le secteur industriel est comparable à celle observée aux États-Unis ou en Europe; le taux d'urbanisation est supérieur à celui de l'Ontario, et le Québec se situe au deuxième rang quant au revenu par habitant, après les États-Unis (en excluant le reste du Canada).

MÉMOIRE SÉLECTIVE

Le troisième moyeu pourrait s'appeler le mensonge par omission: on ne montre qu'une partie de la réalité et on omet d'autres aspects pourtant déterminants.

Jean Sévillia donne l'exemple éclairant de la colonisation: on n'en a retenu que l'aspect de l'exploitation du conquis par le conquérant, ce qui est indéniable, mais on oublie, en tout cas pour la France, l'aspect du développement économique, social et culturel qu'elle a apporté. Au moment où éclate la guerre d'Algérie, par exemple, les écoles d'État et les écoles religieuses sont remplies d'Algériens qui formeront l'élite du pays: la colonisation n'est pas seulement du colonialisme.

On pourrait en dire long ici à propos du bilan que l'on a fait de l'action de l'Église au Québec pendant la période précédant la Révolution tranquille. Seuls les abus et les dérives du clergé semblent avoir été retenus, oubliant que, si nous sommes encore ici, que nous existons comme un peuple francophone avec les valeurs qui nous animent, c'est en grande partie grâce aux labeurs de nos évêques, curés, religieux et religieuses.

Claude Gravel, ancien journaliste à *La Presse*, auteur du livre *La vie dans les communautés religieuses – l'âge de la ferveur 1840-1860*, écrit ceci:

« En 1960, les communautés religieuses avaient couvert le Québec d'hôpitaux modernes qu'elles administraient avec compétence, des centaines de collèges et de pensionnats qu'elles cèderaient à la société civile. Ces communautés avaient aussi formé les premières générations de Québécois et de Québécoises qui allaient investir nos ministères, nos maisons d'enseignement, nos institutions culturelles, et créer les premières grandes entreprises du "Québec inc.".»

LE MYTHE DU PROGRÈS

Jean Sévillia va plus loin dans son démontage de la mécanique de l'historiquement correct; après avoir mis en lumière les trois moyeux, il nous en montre maintenant trois ressorts: les présupposés philosophiques.

Il postule que l'histoire va forcément de l'avant et que, par conséquent, ce qui a précédé est nécessairement moins bon que ce qui adviendra. Ce mythe engendre un réflexe de rupture: si l'avenir est forcément meilleur, il faut donc à tout prix se délester du passé et s'envoler vers les demains de l'Utopie. Dans un article récent, un journaliste se réjouissait de l'abolition de la censure sur le cinéma, datant de l'époque de Duplessis: «Quel chemin parcouru!» jubilait-il.

Nous qui sommes aux prises avec le déluge pornographique et ses innombrables méfaits, ne sommes-nous pas passés d'un paternalisme étatique à un esclavage médiatique? Quel chemin parcouru, oui, mais dans quelle direction? Car si nos sociétés ont beaucoup évolué, nous sommes en droit de nous demander dans quelle mesure elles ont vraiment progressé. On voit là toute l'arrogance de ces jugements historiques où, comme disait saint Augustin, nous nous montrons d'autant plus forts pour critiquer que nous sommes faibles à nous examiner.

Certes, il y a bien des choses du passé dont nous sommes heureux d'être délivrés, comme l'esclavage ou les criantes inégalités entre hommes et femmes, mais l'évidence montre que l'histoire humaine ne progresse pas tant par rupture que par tradition et lente évolution: la science et la culture en sont des exemples patents.

Voici ce que disait de manière prophétique, en 1937, le chanoine Lionel Groulx:

«Non, un peuple ne se sépare pas de son passé, pas plus qu'un fleuve ne se sépare de sa source, la sève d'un arbre de son terroir. Nulle génération n'a puissance de se commencer absolument à soi-même. Il peut arriver et il arrive qu'une génération oublie son histoire ou y tourne le dos; elle le fait alors sous la poussée d'une histoire qui a trahi l'Histoire.»

NÉS COUPABLES... OU VICTIMES

Le second ressort philosophique – ou plus précisément psychologique – de l'historiquement correct, c'est la mauvaise conscience ou la culpabilisation, qui sont aussi des corolaires du mythe du progrès.

En gros, l'Occident (en particulier l'homme blanc de culture chrétienne) serait coupable d'oppression ethnique, religieuse et sexuelle, et il devra montrer sa grandeur d'âme en se battant perpétuellement la coulpe. De plus, constate Sévillia, cette culpabilité est héréditaire: l'homme blanc du 21^e siècle nait coupable des crimes des hommes blancs d'autres siècles, comme l'homme de couleur naitra victime au même titre que ses ancêtres.

Nous en avons eu un exemple caricatural récemment, lorsque la nouvelle mairesse de Montréal déclarait en ouverture de son conseil municipal: «Nous sommes sur un territoire iroquois non concédé.» Aucun historien sérieux aujourd'hui au Québec ne soutiendrait l'idée que Montréal fut un territoire iroquois. Si Jacques

Cartier a rencontré les autochtones à Hochelaga, en 1535, un siècle plus tard, au moment où les premiers Français s'établissent à Montréal et à Québec, les Amérindiens, pour une raison inconnue, ont déserté la vallée du Saint-Laurent.

Mais c'est l'attitude culpabilisante qui est affligeante et surtout stérile: nous n'allons quand même pas plier bagage pour retourner en Europe!

LE PERPÉTUEL PROCÈS DE L'ÉGLISE

Finalement, le troisième ressort de l'historiquement correct se présente comme une constante mise en cause du christianisme, et du catholicisme en particulier: l'Église est en perpétuel procès.

Comment ne pas penser, à cet égard, encore une fois, à la situation québécoise? Voici ce qu'écrit Louis O'Neil, ancien ministre de la Culture et professeur émérite de l'Université Laval:

«Dans l'encadrement de mon existence, l'Église catholique a occupé et occupe toujours une place importante. Or, cette institution qui m'est chère fait l'objet depuis quelques décennies d'un interminable procès [...]. Au lendemain du traité de Paris, l'Église catholique se serait mise au service du conquérant afin de sauvegarder ses privilèges et poursuivre ainsi l'asservissement du peuple québécois. Logés dans de luxueux presbytères, les curés de paroisse se seraient livrés à une vaste entreprise de domination des consciences et d'aliénation des responsabilités personnelles. Les clercs et les religieux auraient retardé le développement du Québec et son accession à la modernité [...]. L'intention à priori est claire: conclure sans droit de réplique à la culpabilité historique de l'Église.»

LÉGENDE NOIRE -LÉGENDE DORÉE?

Jean Sévillia nous met en garde contre un autre piège dans lequel nous pourrions tomber en dénonçant l'historiquement correct, celui de passer d'une lecture «légende noire» à une lecture «légende dorée».

La critique historique dont s'inspire l'historiquement correct n'est pas dénuée de fondements, elle est simplement partiale et idéologiquement instrumentalisée. Il ne faudrait pas inverser la méthode en utilisant l'anachronisme, le manichéisme et l'omission pour justifier des thèses à contrario: le Moyen Âge aurait été un âge d'or, la colonisation une réussite éclatante et le rôle de l'Église du Québec un parcours sans fautes.

Il n'est donc pas interdit de poser des jugements historiques.

De fait, personne ne voudrait aujourd'hui du retour de l'Inquisition, de la colonisation ou de l'autoritarisme de l'Église, mais ces jugements se feront avec l'indulgence qu'apporte une vision plus objective possible du passé. Ce seront des jugements qui n'auront pas l'effet de nous positionner en donneurs de leçons, comme si nous étions d'une autre essence que les hommes et les femmes qui nous ont précédés.

POUR UNE GUÉRISON DE LA MÉMOIRE

Mais il nous faut aller encore plus loin et dépasser la polémique des relectures historiques pour envisager ce que j'appelle la «guérison de la mémoire»: c'est-à-dire la possibilité pour un peuple de se réconcilier avec ses origines prochaines et lointaines.

Prenons comme comparaison un enfant qui aurait rompu avec ses

parents parce qu'il aurait été trop blessé; cette rupture peut le soulager pour une période, mais avec le temps, cela reste comme une question qui n'est pas réglée.

Pourquoi est-ce si important de nous réconcilier avec notre histoire, comme cet enfant avec ses parents?

C'est que cette histoire est notre histoire; nous n'en avons qu'une, et il n'y en aura pas d'autre; la rejeter, c'est nous rejeter nous-mêmes, nous en couper, c'est nous couper de nous-mêmes. Certes, nous ne voulons pas répéter le passé, surtout s'il nous a blessés, mais nous ne pouvons pas non plus en faire l'économie.

Au fond, la guérison de la mémoire est une affaire d'amour et de vérité; un amour qui ne se cache pas la vérité, mais une vérité qui conduit à une reconnexion avec nos racines.

Pour reprendre une métaphore classique, nous sommes, nous les modernes, comme des nains sur les épaules de géants, les anciens; c'est en s'appuyant sur eux que nous pouvons voir plus loin qu'eux.

N'est-ce pas en accueillant leur legs – en évitant toutefois leurs erreurs – que nous pourrons bâtir un meilleur avenir? ■

Pour aller plus loin:

Serge Gagnon, *Mourir hier et aujourd'hui*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1987, 202 pages.

Lionel Groulx, *Directives*, Montréal, Éditions du Zodiaque, 1937, 270 pages.

Raymond Lemieux et Jean-Paul Montminy, Le catholicisme québécois, Québec, Éditions de l'IQRC, 2000.

Louis O'Neil. *Les trains qui passent*, propos et souvenirs d'un citoyen libre, Montréal, Fides, 2003, 246 pages.

Jacques Rouillard, *Revue d'études canadiennes*, hiver 1998.

Jean Sévillia, *Historiquement correct. Pour en finir avec le passé unique*, Paris, Éditions Perrin, 2003, 455 pages.